

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APTAR STELMI

37 Rue du Bocage
50370 Brécey

Références : 2025-661
Code AIOT : 0005303800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement APTAR STELMI implanté 37 Rue du Bocage 50370 Brécey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTAR STELMI
- 37 Rue du Bocage 50370 Brécey
- Code AIOT : 0005303800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise APTAR STELMI est spécialisée dans la production de composants en caoutchouc

destinés à l'emballage pharmaceutique (bouchons, protèges-aiguilles et pistons). Le site de Brécey emploie environ 400 personnes, pour une production annuelle d'environ 3,8 milliards de composants (protège aiguille, bouchons de flacons, etc).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.3.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
3	Restrictions consommation eau - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 20/08/2025	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 23 octobre 2025 s'inscrit dans le cadre du suivi de l'établissement sur la thématique eau, en particulier sur le sujet de la sobriété hydrique.

Il n'a pas été relevé de non-conformité majeure. L'exploitant doit poursuivre son plan d'actions pour réduire la consommation d'eau sur le site. Concernant la réduction des teneurs en fer dans les rejets, l'exploitant doit poursuivre la mise en œuvre du traitement adapté.

Un passage du régime d'autorisation au régime d'enregistrement est en cours, l'exploitant travaillant à la finalisation du dossier. En effet, la deuxième ligne de production de caoutchouc initialement prévue n'a jamais été mise en place. Cette instruction sera l'occasion de reprendre les sujets de la sobriété hydrique et de la teneur en fer dans un arrêté préfectoral, ainsi que l'augmentation de la production constatée depuis le début de l'année 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.3.9.1																		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE																		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 19/03/2025																		
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.</p> <p><u>Rejet n°1 - Eaux industrielles de lavage des bouchons vers le milieu naturel</u> Débit maximal journalier : 120 m³/j</p> <table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration en moyenne journalière (mg/l)</th><th>Flux maximal journalier (Kg/j)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Matières en suspension (MEST)</td><td>35</td><td>4,2</td></tr><tr><td>Demande biologique en Oxygène (DBO5)</td><td>20</td><td>2,4</td></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>125</td><td>15</td></tr><tr><td>Ammonium (exprimé en NH4)</td><td>0,5</td><td>0,06</td></tr><tr><td>Azote global (NGL)</td><td>15</td><td>1,8</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)	Matières en suspension (MEST)	35	4,2	Demande biologique en Oxygène (DBO5)	20	2,4	Demande chimique en oxygène (DCO)	125	15	Ammonium (exprimé en NH4)	0,5	0,06	Azote global (NGL)	15	1,8
Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)																
Matières en suspension (MEST)	35	4,2																
Demande biologique en Oxygène (DBO5)	20	2,4																
Demande chimique en oxygène (DCO)	125	15																
Ammonium (exprimé en NH4)	0,5	0,06																
Azote global (NGL)	15	1,8																

Orthophosphate (exprimé en PO ₄)	25	3
Phosphore (exprimé en P)	10	1,2
Manganèse et composés (en Mn)	1	0,12
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,6

Rejet n°2 - Eaux de rinçage de l'atelier d'ébarbage vers la station d'épuration urbaine (STEU)
Débit maximal journalier : 75 m³/j

Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MEST)	135	10
Demande biologique en Oxygène (DBO ₅)	540	40
Demande chimique en oxygène (DCO)	940	70
Azote global (NGL)	11	0,8
Phosphore (exprimé en P)	50	4
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,4

Indice phénols	0,1	7,5 g/j
<p>Constats :</p> <p>Deux points de rejets sont à identifier sur le site de Brécey :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le point de rejet n° 1 concerne les eaux industrielles de lavage des bouchons, qui sont rejetées après traitement vers le milieu naturel ; - le point de rejet n° 2 concerne notamment les eaux de rinçage de l'atelier d'ébarbage, qui sont rejetées vers la station d'épuration collective de Brécey. <p>Concernant le point de rejet n° 1, le volume maximal autorisé (120 m³/j) est régulièrement dépassé au regard de l'augmentation de la production sur le site. L'inspection des installations classées précise que cette augmentation de production est à prendre en compte dans le dossier d'enregistrement envisagé par l'exploitant pour le début de l'année 2026.</p> <p>Concernant le point de rejet n° 2, le volume maximal autorisé (75 m³/j) est également régulièrement dépassé. De plus, des dépassements réguliers sont enregistrés sur l'année 2025 en Fe+Al, dans la continuité des éléments relevés lors de l'inspection de 2024. Sur ce sujet, l'exploitant présente un plan d'actions pour respecter les valeurs limites d'émissions du Fe+Al, par floculation du fer. Cette action est prévue pour le premier semestre 2026, pour une mise en service prévue en juin-juillet. Elle sera accompagnée d'une mise à jour de la convention de rejets vers la station d'épuration collective de Brécey.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre les actions engagées concernant la régularisation de ses rejets.</p>		
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>		
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>		

N° 2 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et</p>

l'exploitation des installations pour :
-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]

Constats :

L'exploitant présente l'état d'avancement de son plan d'actions concernant la réduction de la consommation d'eau sur le site. A ce stade, trois pistes sont envisagées.

Piste 1 : re-osmose des rejets, pour un gain estimé à environ 24 m³/j, soit environ 8 400 m³ par an. La mise en place de cette action nécessite une période d'observation de deux mois pour évaluer son opérationnalité et les premiers gains. Elle pourrait intervenir en avril 2026, si les essais sont concluants.

Piste 2 : optimisation des vidanges des "baignoires" d'ébarbage, pour un gain d'environ 3 m³/j soit 1 000 m³ par an. Cette action est prévue pour 2026.

Piste 3 : réutilisation de l'eau du rinçage final vers le lavage (après traitement). Cette action dépend néanmoins d'une évolution de la réglementation qui est en cours. Le gain potentiel est estimé *a minima* à 2 000 m³ par an.

Au regard des consommations enregistrés en 2020 et 2021 (environ 100 000 m³ par an), ces actions peuvent mener à une économie d'eau pérenne de l'ordre de 10 à 12 % par rapport aux consommations de 2020 et 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Restrictions consommation eau - sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2025

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales

Prescription contrôlée :

Le secteur de la Sées a été placé en Alerte sécheresse par l'arrêté préfectoral du 20 août 2025. L'exploitant a déposé une demande de dérogation aux restrictions de l'usage de l'eau en date du 28 août 2025 complétée le 5 septembre 2025 qui lui a été accordée.

Les autres dispositions de l'arrête cadre départemental (ACD) du 19 août 2025 applicables aux ICPE restent opposables, en particulier :

- dès le seuil d'alerte :
 - l'interdiction d'arrosage des espaces verts et de lavage des véhicules ;
 - le report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées ;
 - le renforcement de la surveillance des équipements concourant au traitement des effluents ;
 - l'arrêt immédiat des rejets en cas de dysfonctionnement du système de traitement ;
 - l'augmentation possible, sur demande de l'inspection des installations classées, des fréquences de surveillance pour les paramètres de fréquence supérieure à journalière ;
 - la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de confinement des réseaux ;
- la tenue à disposition de l'inspection des installations classées du suivi hebdomadaire des consommations d'eau passées et prévisionnelles au seuil d'alerte, et leur transmission dès le seuil d'alerte renforcée.

Constats :

Lors de l'inspection, l'établissement est situé sur un bassin versant en situation d'alerte sécheresse, impliquant ainsi la mise en œuvre de plusieurs mesures de réduction / sensibilisation.

L'exploitant réalise un suivi journalier des consommations en eau, qu'il renseigne mensuellement sur l'outil GIDAF. Il a également présenté son calcul du volume de référence (sécheresse) pour l'année 2025.

Les restrictions liées au seuil d'alerte ont été globalement respectées.

L'exploitant a mis en œuvre des mesures de sensibilisation sur le site :

- campagne interne avec affichage dans les couloirs ;
- affichage dynamique à l'entrée du site ;
- flash info en juin 2025.

Il réalise également une surveillance renforcée du forage lors de la période estivale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la dérogation accordée était limitée à la période de sécheresse 2025.

Le renouvellement ou la pérennisation de la dérogation sont conditionnés à la réalisation d'un audit eau réalisé selon les éléments de cadrage fixés par la DREAL et des éléments justifiant la prise en compte de la situation du site.

Type de suites proposées : Sans suite